

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 13 MAI 1921.

Projet de loi

**complétant le 5° de l'article 61 et l'article 63 des lois
coordonnées sur les élections communales.**

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

La loi du 6 avril 1921 a modifié le 5° de l'article 61 des lois coordonnées sur les élections communales qui interdit à certaines catégories de militaires de faire partie des conseils communaux ou d'être nommés bourgmestres.

La disposition primitive était ainsi conçue : « Ne peuvent faire partie des conseils communaux ni être nommés bourgmestres :... 5° les militaires et employés militaires appartenant à l'armée, en activité de service ou en disponibilité ».

D'après la jurisprudence admise, étaient considérés comme étant en disponibilité les hommes qui appartenaient à l'armée active, c'est-à-dire ceux qui n'avaient pas accompli les huit premières années de leur temps de service. En ce qui concerne spécialement les officiers, on admettait que les officiers de réserve ne tombaient pas sous l'application de la disposition dont il s'agit.

La loi du 6 avril 1921 a supprimé les mots « en disponibilité » qui terminent la disposition modifiée et a remplacé les termes : « en activité de service » par « qui se trouvent sous les drapeaux ».

Ces modifications ont pour effet de rendre éligibles les militaires, n'ayant pas rang d'officier, qui ont cessé d'être en activité de service, tout en continuant de faire partie de l'armée active; mais elles ne soustraient pas à l'interdiction les réservistes rappelés sous les drapeaux. Il en résulte que des conseillers communaux, valablement installés puisqu'ils ne se trouvaient plus en activité de service, devraient, lorsqu'ils seront rappelés sous les armes pour une période d'exercice, être considérés comme ayant perdu

une des conditions d'éligibilité et déclarés définitivement déchu de leur mandat.

D'autre part, en supprimant les termes « en disponibilité » et en les remplaçant par « présents sous les drapeaux », les autorités chargées de l'application de la loi du 6 avril 1921 pourraient conclure que la suppression du terme « en disponibilité » a été décidée dans le but de permettre aux officiers qui se trouvent dans cette situation de poser leur candidature aux élections.

L'article 1 du projet de loi que le Gouvernement présente aux Chambres législatives a pour but, tout en maintenant intact le principe de la loi du 6 avril 1921, de mieux préciser la portée de celle-ci.

Le second article du projet tend à compléter l'article 63 des lois coordonnées sur les élections communales, afin de le mettre en harmonie avec le système nouveau admis pour l'attribution des sièges.

L'article 63 porte que dans le cas où deux candidats parents ou alliés à un degré prohibé sont élus ensemble, celui qui a obtenu le plus de voix est seul admis. Sous le régime antérieur le nombre des voix obtenues par un candidat était l'indice certain de la faveur dont il jouissait auprès du corps électoral, mais actuellement le nombre des suffrages attribués à chaque candidat, lorsqu'il s'agit de candidats appartenant à des listes différentes, ne peut plus servir à déterminer exactement l'ordre dans lequel le corps électoral a voulu voir désigner les candidats élus,

En effet, d'après le système de la loi du 19 février 1921, les suffrages émis par les électeurs ne sont plus donnés individuellement aux candidats qu'en ce qui concerne les votes nominatifs. Quant aux votes de liste, ils sont attribués par dévolution aux candidats au moyen d'un chiffre d'éligibilité qui est établi en tenant compte uniquement des conditions spéciales à chaque liste et qui n'est pas en rapport avec la faveur que le corps électoral a accordée aux candidats ni même à leur liste.

Les candidats élus à raison des votes favorables à l'ordre de présentation se voient donc attribuer un nombre de votes égal au chiffre d'éligibilité de leur liste et le nombre de votes dont ils bénéficient ne peut donc pas, s'ils appartiennent à des listes différentes, servir équitablement à déterminer le rang que le corps électoral a entendu leur assigner.

Le texte proposé détermine exactement, en appliquant les principes qui servent de base au système nouveau, le nombre de suffrages que les électeurs ont entendu donner à chacun des candidats en cause.

Il maintient à chaque candidat le nombre de votes nominatifs qui lui ont été accordés et lui attribue ensuite le nombre de suffrages, compris dans les votes de listes, qui lui reviennent en propre.

L'électeur qui a voté en tête de liste a exprimé la volonté de voir élire les candidats dans l'ordre dans lequel ils sont présentés.

Si à raison d'un cas d'incompatibilité l'élection d'un candidat bénéficiant de votes de liste est mis en cause, il faut, pour respecter la volonté du corps électoral, attribuer à ce candidat, non plus le nombre de votes nécessaires pour assurer son élection lorsqu'il est en compétition avec les autres candi-

daté de sa liste, mais tous les votes qui sont favorables à son élection, et dont on n'a distrait un certain nombre, pour les reporter sur le candidat qui le suit, que parce que ces votes ne lui étaient pas nécessaires.

*Le Premier Ministre,
Le Ministre de l'Intérieur,*

H. CARTON DE WIART.



PROJET DE LOI

complétant le 5° de l'article 61 et
l'article 63 des lois coordonnées sur
les élections communales.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté en Notre Nom par Notre Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur, aux Chambres Législatives.

ARTICLE PREMIER.

Le 5° de l'article 61 des lois coordonnées sur les élections communales, modifié par la loi du 6 avril 1921, est complété comme suit :

5° Les officiers de l'armée, à l'exception des officiers des cadres de réserve.

Les militaires d'un rang inférieur à celui d'officier, pendant la durée du service actif normal et à l'exception du temps des rappels,

Les employés militaires appartenant à l'armée.

WETSONTWERP

tot aanvulling van 5° van artikel 61 en
van artikel 63 der samengeordende
wetten op de gemeenteverkiezingen.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Eersten Minister, Minister van Binnenlandse Zaken,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Het wetsontwerp, waarvan den inhoud volgt, zal in Onzen Naam door Onzen Eersten Minister, Minister van Binnenlandse Zaken, ter Wetgevende Kamers voorgedragen worden.

EERSTE ARTIKEL.

Het 5° van artikel 61 der samengeordende wetten op de gemeenteverkiezingen, gewijzigd bij de wet van 6 April 1921, wordt aangevuld als volgt :

5° De officieren van het leger, ter uitzondering van de officieren der reservekaders.

De militairen met den rang beneden dien van officier tijdens den duur van den werkdadigen normalen dienst, den tijd der terugroepingen uitgezonderd,

De militaire bedienden die tot het leger behooren.

ART. 2.

L'alinéa 1^{er} de l'article 63 des lois coordonnées précitées est complété par la disposition suivante :

« Pour déterminer le nombre des voix recueillies par chacun des candidats en cause, l'on considérera comme leur étant attribués tous les votes de liste qui reviendraient, par la dévolution, aux candidats qui les suivent dans l'ordre de présentation sans que le nombre des votes de liste attribués à un candidat puisse dépasser celui des bulletins favorables à l'ordre de présentation. »

A la suite de cette disposition sont ajoutés les deux alinéas suivants :

« Si deux parents ou alliés au degré prohibé, ou deux conjoints ont été élus, l'un conseiller effectif, l'autre conseiller suppléant, l'interdiction de siéger n'est opposée qu'à ce dernier, à moins que la vacance qui l'appelle à siéger soit antérieure à l'élection de son parent, allié ou conjoint.

» Entre suppléants que des vacances appellent à siéger, la priorité se détermine en ordre principal par l'antériorité de la vacance. »

ART. 3.

La présente loi est applicable aux candidats élus lors du renouvellement des conseillers communaux en 1921.

Donné à Bruxelles, le 11 mai 1921.

ALBERT.

Par le Roi :

*Le Premier Ministre,
Ministre de l'Intérieur,*

ART. 2.

Lid 1 van artikel 63 van voormelde samengeordende wetten wordt aangevuld door volgende bepaling :

« Om het aantal stemmen te bepalen door elk der betrokken kandidaten bekomen, zal men al de lijststemmen, welke door de overdracht toekomen aan de kandidaten die hen volgen in de orde der candidaatstelling, als hun toegekend zijnde beschouwen zonder dat het aantal der lijststemmen aan een candidaat toegekend dit der brieven die gunstig zijn voor de orde der candidaatstelling moge te boven gaan. »

Na deze bepaling worden volgende twee leden toegevoegd :

« Indien twee bloed- of aanverwanten in den verboden graad of twee echtgenooten verkozen worden, de een werkelijk raadslid, de andere plaatsvervangend raadslid, dan geldt het verbod tot zetelen slechts voor den laatste, tenzij de plaats welke hem tot zetelen roept is opgevallen vóór de verkiezing van zijn bloed-aanverwant of echtgenoot.

» De voorrang tusschen plaatsvervangers die door de opgevallen plaatsen tot zetelen geroepen worden, wordt in hoofdorde bepaald door de plaats die eerst opgevallen is. »

ART. 3.

Deze wet is insgelijks toepasselijk op de kandidaten die gekozen werden bij de vernieuwing der gemeenteraden in 1921.

Gegeven te Brussel, den 11 Mei 1921.

Van 's Konings wege :

*De Eerste Minister,
Minister van Binnenlandsche Zaken,*

H. CARTON DE WIART.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 13 Mei 1921.

Wetsontwerp

tot aanvulling van 5° van artikel 61 en van artikel 63
der samengeordende wetten op de gemeenteverkiezingen.

MEMORIE VAN TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

De wet van 6 April 1921 heeft het 5° van artikel 61 der samengeordende wetten op de gemeenteverkiezingen gewijzigd; hierbij wordt het sommige klassen van krijgslieden verboden van de gemeenteraden deel uit te maken of tot burgemeester benoemd te worden.

De eerste bepaling was opgesteld als volgt: « mogen geen deel uitmaken » van de gemeenteraden noch tot burgemeester benoemd worden; „, 5° de » krijgslieden en militaire beambten tot het leger behorende, in werkdadigen dienst of in beschikbaarheid. »

Volgens de aangenomen rechtsbegrippen werden de mannen, die tot het werkdadig leger behoorden, dit wil zeggen zij die de acht eerste jaren van hun diensttermijn niet hadden volbracht, beschouwd als zijnde in beschikbaarheid. Betreffende de officieren in 't bijzonder werd er toegegeven dat de reserve-officieren niet vielen onder de toepassing van bewuste bepaling.

De wet van 6 April 1921 heeft de woorden « in beschikbaarheid » op het einde der gewijzigde bepaling weggelaten en er de woorden « in werkdadigen dienst » vervangen door: « en onder de wapens zijnde. »

Uit deze wijzigingen spruit, dat de krijgslieden, die den officiersrang niet hebben en niet meer in werkdadigen dienst zijn, ofschoon zij van het leger voort deel uitmaken, verkiesbaar zijn; doch de reservisten, die onder de vaandels zijn teruggeroepen, worden daardoor niet van het verbod ontslagen. Daaruit volgt dat gemeenteraadsleden, geldig aangesteld, aangezien zij niet meer in werkdadigen dienst waren, zouden moeten beschouwd als hebbende een der vereischten van verkiesbaarheid verloren en defi-

nitief vervallen verklaard worden van hun mandaat, en dit wanneer zij voor een exercitieperiode onder de wapens worden teruggeroepen.

Anderzijds, door de woorden « in beschikbaarheid » weg te laten en die te vervangen door « tegenwoordig onder de vaandels », zouden de overheden die de wet van 6 April 1921 moeten toepassen, kunnen besluiten dat de weglating der bewoording « in beschikbaarheid » gedaan werd met het doel, de officieren die in dezen toestand verkeeren, toe te laten hun candidatuur voor de kiezingen te stellen.

Artikel 1 van het wetsontwerp dat de Regeering aan de wetgevende Kamers voordraagt, beoogt het juist te bepalen van de beteekenis der wet van 6 April 1921 zonder aan het beginsel dezer wet afbreuk te doen.

Het tweede artikel van het ontwerp strekt tot het aanvullen van artikel 63 der samengecordende wetten op de gemeenteverkiezingen en zulks om het in eenklank te brengen met het nieuwe aangenomen stelsel voor het toekennen der zetels.

Artikel 63 houdt dat, wanneer twee kandidaten, die bloed- of aanverwanten zijn in een verboden graad, te samen gekozen worden, hij alleen toegelaten wordt die de meeste stemmen bekomen heeft. Onder het vroeger stelsel was het aantal stemmen welke een candidaat bekomen had, de zekere aanwijzing van de gunst waarin hij stond bij het kiezerskorp, doch thans, wanneer het kandidaten geldt die tot verschillende lijsten behooren, kan het aantal aan elken candidaat toegekende stemmen, niet meer dienen om juist de orde te bepalen in dewelke het kiezerskorp de gekozen kandidaten heeft willen doen aanduiden.

Volgens het stelsel der wet van 19 Februari 1921 worden inderdaad de stemmen, welke de kiezers hebben uitgebracht, niet meer aan de kandidaten persoonlijk gegeven, tenzij wat de naamstemmen betreft. Wat nu de lijststemmen aangaat, zij worden bij overdracht aan de kandidaten toegekend door middel van een cijfer van verkiesbaarheid, hetwelk bepaald wordt door alleen rekening te houden met de voorwaarden welke eigen zijn aan elke lijst, doch dit cijfer van verkiesbaarheid houdt geen verband met de gunst, welke het kiezerskorp aan de kandidaten of zelfs aan hun lijst betoond heeft.

De kandidaten die gekozen zijn naar gelang de stemmen die voor de voorstellingsorde gunstig waren, krijgen dus zooveel stemmen als er het cijfer van verkiesbaarheid aan hun lijst toekent en als zij tot verschillende lijsten behooren kan dus het aantal stemmen waarop zij gerechtigd zijn, billijkerwijze niet dienen tot het vaststellen van den rang welke het kiezerskorp hun heeft willen aanwijzen.

Door het toepassen van de principes, welke aan het nieuw stelsel tot grondslag dienen, bepaalt de voorgestelde tekst juist het aantal stemmen, welke de kiezers hebben willen geven aan elk der betrokken kandidaten.

Den tekst behoudt voor elken candidaat het aantal hem toegekende naamstemmen en verleent hem vervolgens het getal stemmen begrepen in de lijststemmen, welke hem persoonlijk toekomen.

De kiezer, die bovenaan de lijst heeft gestemd, gaf den wil te kennen de kandidaten te doen verkiezen in de volgorde hunner candidaatstelling.

Indien, wegens een geval van onvereinbaarheid, de verkiezing van een candidaat, die door lijststemmen bevoordeeld is, op het spel staat, dan, ten einde den wil van het kiezerskorps te eerbiedigen, moet aan dezen candidaat, wanneer hij mededingt met de andere candidaten zijner lijst, niet meer het voor zijne verkiezing benoodigde aantal stemmen toegekend worden, doch al de stemmen die voor zijn verkiezing gunstig zijn en waarvan men er enkel een zeker aantal heeft afgetrokken om ze bij die van den op hem volgende candidaat te voegen, omdat de eerste deze stemmen niet meer noodig had.

*De Eerste Minister,
Minister van Binnenlandsche Zaken,*

H. CARTON DE WIART.
